



HAL
open science

Le Moyen-Orient : dynamiques et conflictualité

Anne-Claire de Gayffier-Bonneville

► **To cite this version:**

Anne-Claire de Gayffier-Bonneville. Le Moyen-Orient : dynamiques et conflictualité. Stratégique, 2019. halshs-02489464

HAL Id: halshs-02489464

<https://shs.hal.science/halshs-02489464>

Submitted on 24 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Moyen-Orient : dynamiques et conflictualité

Anne-Claire de GAYFFIER-BONNEVILLE

Le terme de *Middle East* a été forgé par un historien militaire britannique, Alfred Gardner, au début de XX^e siècle et transcrit une perception géostratégique de la zone située à l'Est de la Méditerranée, entre le monde indien et le canal de Suez. Si l'historien naval américain Alfred Mahan l'élève au rang de notion toponymique, ses contours restent flous. Ils changent en fonction des évolutions régionales et des enjeux. Notre étude privilégiera l'analyse de l'espace de l'Orient arabe qui présente une certaine unité géographique, culturelle et géopolitique, même s'il est évident que les dynamiques qui l'animent le rattachent aux aires voisines d'Afrique du Nord, de la bande sahélienne, de Turquie et d'Iran.

Les grandes caractéristiques régionales

De l'oasis de Siwa dans le désert libyque au pied des monts Zagros, du Taurus oriental à la mer d'Oman, la zone est plutôt aride, avec des pluies concentrées pendant la période hivernale de plus en plus faibles au fur et à mesure que l'on progresse vers le Sud. C'est toutefois dans cet espace baigné par trois grands fleuves, le Nil, l'Euphrate et le Tigre, que l'agriculture fit son apparition entre - 8000 et - 7000 av. J.C. et contribua à l'émergence des premiers Etats de la région. Aujourd'hui la langue arabe, qui se décline en plusieurs dialectes, y domine. Le monde arabe est toutefois plus large puisqu'il comprend également l'Afrique du Nord. Au Nord-Est de l'espace à dominante arabe, le kurde, langue iranienne, est pratiqué par 30 à 40 millions de personnes établies aux confins de la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. L'hébreu est parlé par plus de cinq millions de locuteurs, principalement en Israël.

La région détient plus de la moitié des réserves mondiales d'hydrocarbures actuellement connues, ce qui a contribué à en faire un espace éminemment stratégique dès la découverte du pétrole en Iran, puis en Arabie saoudite à l'aube du XX^e siècle. Les champs de pétrole sont notamment localisés à proximité du golfe Arabo-persique, ce qui donne au détroit d'Ormuz son importance capitale : 40% du trafic pétrolier mondial transite par cet endroit. Le Nord de l'Irak, près de Kirkouk, la péninsule du Sinaï ont aussi des réserves de pétrole, de moindre ampleur. A proximité du Qatar, le champ gazier de South Pars/North Dome constitue la plus grande réserve mondiale de gaz naturel. D'importantes quantités de gaz *offshore* se situent également en Méditerranée orientale. Leur récente découverte pousse les Etats à préciser, non sans frictions parfois, les limites de leur zone économique exclusive.

Dans cet Orient arabe, la population est jeune. Sur l'espace qui court du Maroc à l'Iran, la part des moins de 14 ans est de 30%. La démographie reste un vrai défi. Si le régime démographique a semblé au cours des cinquante dernières années progresser vers une mortalité basse et une faible natalité, avec d'importantes nuances locales, les démographes constatent

depuis la fin des années 2000 une reprise de la natalité. Ils attribuent le phénomène au faible taux d'emploi féminin, à l'attachement des populations aux valeurs traditionnelles et au modèle familial patrilinéaire, enfin au sentiment de vulnérabilité que la déstabilisation de la région depuis 2011 a engendré. Des politiques autoritaires en matière de contrôle des naissances commencent à se dessiner.

La majorité des populations de la région vit désormais en ville, le taux d'urbanisation est supérieur à 60% sauf au Yémen et en Égypte. Le Caire figure cependant parmi les 10 plus grandes villes du monde avec plus de 22 millions d'habitants. L'extension urbaine se fait souvent aux dépens des espaces agricoles. Un fort contraste oppose quelques États, notamment dans la péninsule Arabique, qui ont planifié la croissance des villes et l'affichent comme marqueur de leur réussite économique et de leur dynamisme (Dubai, Doha, Manama...) et ceux débordés par la rapidité du développement des populations urbaines et l'insuffisance des équipements.

L'islam, élément de structuration de l'identité régionale

La référence religieuse est un élément de structuration de l'identité régionale. La population est majoritairement musulmane. Chrétiens et juifs représentent environ 5 % de la population dans l'espace courant de l'Égypte à l'Iran. Cette prépondérance de l'islam n'est pas pour autant un gage d'unité. En effet, dans les décennies qui suivirent la mort de Muhammad en 632 ap. J.C., la communauté musulmane s'est déchirée sur des questions politiques ensuite compliquées d'aspects théologiques et juridiques. Ainsi naquirent deux grands groupes, les chiïtes et les sunnites. Les sunnites représentent le courant majoritaire de l'islam ; les chiïtes, moins nombreux, sont surtout présents en Iran, où depuis 1501 le chiïsme est religion d'État, et dans le sud de l'Irak. Des communautés plus petites, autrefois socialement défavorisées, existent au Liban, dans l'Ouest de la Syrie, dans le Nord du Yémen, à Bahreïn, en Arabie saoudite dans la région pétrolière du Hasa et dans la partie centrale de l'Afghanistan.

Le nationalisme arabe qui constitua l'idéologie dominante dans la région au lendemain de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la défaite des armées arabes face à Israël en 1967, est aujourd'hui supplanté par l'islam politique, dont l'ambition est d'établir un État fondé sur les principes de l'islam. La poussée du sentiment religieux est à peu près contemporaine du traumatisme de 1967. Le mouvement de réislamisation des sociétés bénéficie du soutien de l'Arabie saoudite dont les ressources financières connurent à partir des années 1970 une formidable croissance. Une partie des bénéficiaires pétroliers sert à diffuser le wahhabisme, courant sunnite proposant une lecture littérale et rigoriste de l'islam. En 1979 l'islam politique reçoit une impulsion supplémentaire : la République islamique est proclamée en Iran et l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques pousse le Pakistan et l'Arabie saoudite à mettre sur pied des réseaux de résistance appuyés par les États-Unis. Des milliers de volontaires, venus notamment des pays arabes, se retrouvent en Afghanistan. Outre une formation doctrinale, ils y acquièrent des techniques de combat qu'ils ramènent ensuite dans leur pays d'origine.

L'islam politique violent et contestataire s'exprime dès lors dans l'ensemble de la région. L'Égypte traverse une période de grande violence qui culmine dans le massacre de touristes à Deir el-Bahari (1997). En Syrie, Frères musulmans et autorités s'affrontent ; en 1982, l'insurrection de la ville de Hama est réduite au prix d'un véritable massacre de la population. *Al-Qaïda* est créé dans le contexte de la guerre d'Afghanistan. Son fondateur, Oussama Ben Laden, prône un *djihâd* global contre l'Occident et ses alliés arabo-musulmans. En représailles aux attentats du 11 septembre 2001, les Américains frappent durement *Al-Qaïda*, notamment en Afghanistan et en Irak, mais loin d'être abattue, l'organisation essaime dans d'autres régions : *Al-Qaïda* au Maghreb islamique (AQMI), *Al-Qaïda* dans la péninsule Arabique (AQPA). En Irak même, l'intervention américaine de 2003 favorise son implantation.

Dès 2006, un nouveau groupe se constitue aux confins de l'Irak, développe ses réseaux dans l'Est de la Syrie quand celle-ci sombre dans la guerre civile et proclame le Califat en juin 2014. L'organisation État islamique (OEI) attire de nombreux combattants grâce, notamment, à la médiatisation délibérée de son extrême violence. L'offensive engagée par une coalition composée d'Irakiens et de Kurdes, appuyée par l'aviation américaine, a permis de reconquérir le terrain occupé par l'OEI en Irak et en Syrie, mais les branches libyenne, égyptienne, yéménite, somalienne ou indonésienne de l'organisation poursuivent le combat.

L'islam politique prospère sur les frustrations des populations, les échecs économiques et sociaux des régimes en place et l'exaspération à l'égard de la corruption. Toutefois, tous ses courants ne font pas le choix de la violence. Certains sont légalistes : en Turquie, en 2002, le succès de l'AKP aux élections législatives conduit les islamistes à la direction du pays. En Jordanie, le pouvoir monarchique compose avec les partis islamistes. Au Soudan le Front national islamique, constitué au milieu des années 1980, coopère avec le général Omar el-Béchir après le coup d'Etat de 1989.

Les « Printemps arabes » et leurs conséquences

En 2011, la région est secouée par une vague de contestation populaire qui constitue, au regard de ses répercussions, un bouleversement majeur : après les premières manifestations du « printemps arabe » en Tunisie, l'Égypte, le Bahreïn, le Yémen, la Libye et la Syrie connaissent à leur tour une remise en cause des pouvoirs corrompus, indifférents aux aspirations à la liberté, à la dignité et au changement.

Les conséquences politiques de ces mobilisations spontanées sont importantes. Plusieurs chefs d'Etat sont contraints de quitter le pouvoir par la pression des populations ou les interventions extérieures. Ainsi en est-il de la Tunisie, de la Libye, de l'Égypte, du Yémen, et plus récemment de l'Algérie et du Soudan, dont les manifestations de 2019 peuvent être comprises comme des répliques tardives de l'ébranlement de 2011. De nouvelles forces politiques s'expriment. Les Frères musulmans l'emportent en Égypte lors des premiers scrutins post-Moubarak. Un an après l'élection d'un président membre de la confrérie, les Égyptiens sont à nouveau dans la rue. L'armée saisit l'occasion pour intervenir. Le nouveau pouvoir verrouille progressivement toute expression politique contestataire, de quelque bord que ce soit.

Dans toute la région, un raidissement des pouvoirs, par crainte d'une nouvelle déstabilisation, est perceptible. L'affaire Khashoggi, du nom du journaliste saoudien assassiné, en est un exemple parmi d'autres.

Les effets du mouvement de 2011 sont redoutés. La Syrie, la Libye, le Yémen ont plongé dans la guerre civile. A l'origine s'opposent des forces locales qui trouvent ensuite des appuis à l'extérieur. Les guerres s'inscrivent alors dans la durée et favorisent le développement des organisations jihadistes et des réseaux terroristes. En Syrie, le régime s'est maintenu grâce à l'aide des Gardiens de la Révolution iraniens et du *Hezbollah* libanais et à l'implication russe à partir de 2015, mais au prix de 8 ans de guerre et du déplacement de plus de la moitié de la population dont 5 millions de réfugiés. Au Yémen, le conflit, qui est au départ tribal et confessionnel, fait entrer moins de composantes extérieures.

Reconfiguration des rapports de force

L'effervescence de 2011 a, sur le moyen terme, contribué à redessiner les rapports de force dans la région.

La Turquie et le Qatar ont vu dans l'épisode des « printemps arabes » l'occasion d'accroître leur influence au Moyen-Orient. Ils ont accompagné les évolutions politiques et soutenu les Frères musulmans. Le rôle régional du Qatar a été de courte durée ; il se retrouve isolé sur la scène arabe, boycotté par les monarchies du Golfe et l'Égypte.

L'Arabie saoudite n'a pas tardé à prendre part à la compétition pour le *leadership* régional. Elle a le soutien des Émirats arabes unis, dont l'engagement, notamment militaire, dans le Golfe et la mer Rouge va grandissant. Cet axe émiro-saoudien est engagé dans une guerre indirecte contre l'Iran. Sa crainte de voir l'Iran prendre la tête d'un « arc chiite » a été attisée par l'intervention de Téhéran dans la guerre syrienne. La rivalité entre les puissances riveraines du Golfe, qui réactive et instrumentalise la séparation entre sunnites et chiites, se déploie dans toute la région. Le royaume saoudien envoie des troupes au Bahreïn pour contenir le mouvement de révolte populaire en 2011 ; il apporte son soutien aux rebelles syriens. Quand le Yémen s'embrase, Riyadh dénonce une tentative iranienne de déstabilisation de la péninsule et met sur pied une coalition arabe pour venir en aide au président yéménite.

L'Arabie saoudite a retrouvé une communauté de vues avec les Etats-Unis depuis l'élection de Donald Trump. Si le président américain ne souhaite pas maintenir des hommes en Syrie, il partage en revanche les craintes saoudiennes et israéliennes à l'égard de l'Iran. Cela a conduit Washington à dénoncer l'accord sur le nucléaire iranien signé en 2015 et à rétablir les sanctions contre le régime des mollahs. Le dispositif militaire américain dans le Golfe a été renforcé. Pour l'Iran, cela signifie la fin des perspectives de développement économique dont il a un besoin pressant pour asseoir sa position régionale.

Les Etats-Unis aimeraient aussi parvenir à un règlement du conflit israélo-palestinien vieux de plus de 70 ans et explorent une nouvelle voie. Ils privilégient le volet économique.

Leurs récentes prises de position particulièrement favorables à Israël, comme en témoignent le déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem ou la fin des aides aux réfugiés, heurtent les Palestiniens et suscitent beaucoup d'interrogations sur leur capacité à jouer les médiateurs dans ce dossier.

La déstabilisation de la Syrie a, par ailleurs, permis aux Russes de réintégrer le jeu régional. Après s'être impliqués militairement aux côtés du gouvernement, ils parrainent le processus de sortie du conflit. Les Kurdes, pour leur part, ont nourri l'espoir que l'implosion de la Syrie leur permettrait de faire progresser leur cause. Ils se sont largement impliqués dans la lutte contre l'OEI et la considération internationale qu'ils se sont acquise a pu leur laisser croire que la naissance d'un État kurde était proche. Mais la Turquie n'est nullement disposée à voir ce projet national aboutir, que ce soit sur l'espace irakien ou syrien, et combat par tous les moyens l'indépendantisme kurde.

Quant aux successions à venir dans les monarchies du Golfe, elles sont à surveiller. Elles portent des risques de déstabilisation et de tensions.